

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 10/27-09/1.1

SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2010

L'AN DEUX MILLE DIX ET LE VINGT SEPT SEPTEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	32	1	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Richard TOGNETTI, Annick BUISSON-ETIENNE, Erick JALLIFFIER-VERNE, Jean-Paul LEFEVRE, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Geneviève BARBIER, Nicole BERNARDINI, Gilbert TROTOBAS, Monique MACIA, Philippe ROY, Jeannine BAUDRAND, Michel THUILLIER, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Dominique RIGHI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Béatrice MATTEI, Sandrine FERRIER, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Gérald LERDA, Fabien DURBEC, Mireille PEIRANO, Catherine MARCHAL, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

Christine PAQUET-ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

-0-0-0-0-0-0-

OBJET : Rapport annuel 2009 relatif au service d'enlèvement des ordures ménagères

Le décret n° 2000-404 du 11 mai 2000 prescrit que désormais le Maire ou le Président de l'EPCI (lorsque la compétence a été transférée) est tenu de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau, de l'assainissement et de l'élimination des déchets.

Ce rapport qui contient des indicateurs financiers et techniques doit préciser le mode de gestion de service : régie directe ou gestion déléguée.

Le rapport et l'avis du conseil municipal sont mis à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article 2141-13 du Code Général des Collectivités Territoriales.

S'agissant du service des ordures ménagères, ou plus précisément de l'élimination des déchets, il convient de distinguer la collecte effectuée en régie du traitement réalisé par le SITOMAT et transférée à la communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



VILLE D'OLLIOULES

RAPPORT ANNUEL

1000

SERVICE D'ENLEVEMENT
DES
ORDURES MENAGERES (O.M)



EXERCICE 2009

[illegible]

LES TEXTES

- ✓ Article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (Loi BARNIER)
Présentation d'un rapport annuel sur les ordures ménagères
- ✓ Décret 2000-404 du 11 mai 2000 sur le cadre de l'établissement de ce rapport annuel.

LES OBJECTIFS

Information des usagers sur le service rendu au titre de l'élimination des déchets avec prise de connaissance des principaux éléments constitutifs du coût.

DECLINAISON

- ✓ La COLLECTE DES ORDURES MENAGERES effectuée en régie par la ville (rubriques fonctionnelles 812 et 813) du budget.
- ✓ Le TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES dont la compétence a été transféré à communauté d'agglomération de TPM.

LES OPERATIONS DE COLLECTE DES DECHETS EFFECTUEES PAR LA VILLE

I – RAPPORT TECHNIQUE

1 – Etendue du service

- ✓ Zones urbaines et rurales sur un territoire de : 1.989 hectares
- ✓ Population 2009 : 13 613 habitants
- ✓ Commune membre de la Communauté d'Agglomération **Toulon Provence Méditerranée** depuis 2002.

2 – Collecte sélective

2-1 Etendue de la collecte sélective en porte à porte (PAP)

Modification de Points de Regroupement en PAP pour l'année 2009 :

- o Chemin des Rouges Gorges
- o Chemin des Agapantes
- o Chemin des hauts de Sainte Barbe
- o Chemin des Clairières
- o Chemin des Ligures
- o chemin de la Bouyère

2-2 – Rythme et organisation de la collecte sélective

- O.M :** - Lundis, mercredis, vendredis : sur tout le territoire
- Mardis, jeudis, samedis : au centre ville, abords du centre ville et gros points de regroupement (HLM, Cliniques, Maisons de retraites...) : par le prestataire privé
- Dimanches : centre ville
- Tri :** - Mardis ; une semaine sur deux : les emballages carton-papier, journaux et magazines ou les bouteilles et flaconnages plastiques.

Soit pour l'année 2009 :

- 26 jours de collecte d'emballages carton-papier, journaux et magazines
- 26 jours de collecte des flaconnages plastiques
- 154 jours de collecte des ordures ménagères sur tout le territoire
- 362 jours de collecte des ordures ménagères sur ville, les gros points de regroupement
- 364 jours de collecte des ordures ménagères sur le centre ville

3 – Moyens mis en œuvre pour la collecte en 2009

Maintien du circuit PAP élaboré en 2007 ainsi que la maintenance du parc.

Pour la collecte des ordures ménagères

- Cuve grise – couvercle marron :
 - 148 bacs de 120 L
 - 15 bacs de 360 L
 - 30 bacs de 660 L

Pour les emballages recyclables

- Bacs plastiques (cuve grise – couvercle gris)
 - 82bacs de 120 L

Bacs papiers-cartons-journaux-magazines (cuve grise – couvercle jaune)

- 98 bacs de 120 litres

Pour la réduction des déchets fermentescibles dans la ordures ménagères : distribution de composteur

Années	2000 à 2004	2005	2006	2007	2008	2009	Cumul 2005/2009
Nombres	49	223	229	479	124	178	1 233
Variation		+ 455,10 %	+ 2,7 %	+ 209,2 %	- 386,3 %	+ 43,50%	

4– Moyens de transports mis en œuvre : commune

	Type	Immatriculation	Kms parcourus en 2009
BOM - bennette	NISSAN	176 BFH 83	9 760
BOM 02W340	RENAULT	562 XV 83	2 870
BOM	RENAULT	3100 ZD 83	14 302
BOM G210	DAF	604 ASF 83	2 457
BOM DYNA	TOYOTA	934 BNN 83	11 028
BOM	RENAULT	152 BVY 83	14 830
Fourgon	PEUGEOT	4017 ZM 83	9 073
Véhicule plateau avec hayon	IVECO	291 BCM 83	20 405
TOTAL			84 725

A la suite de différentes pannes de véhicules ordures ménagères, 35 jours de locations de BOM ont dû être effectués pour un coût annuel de 7 715.42 € TTC..

5- Moyens de transport mis en œuvre : prestataire

Le groupe SITA SUD est le prestataire de la commune depuis le 23 octobre 2008 (marché à procédure adaptée).
(510 T)

		Type	Immatriculation	Kms parcourus en 2009
	BOM	Renault	437 BRM 13	16 323 Km
A partir du 22/06/2009	BOM	DENNIS	AA 954 ST	

6 – Les tonnages collectés en collecte sélective

(données du SITOMAT en tonnes)

	Papiers – cartons en tonne				Plastiques en tonne			Verre en tonne			TOTAL TRI collecté	TOTAL kg/hat /an trié
	PAP	PAV	Collecte commerçants entreprises	TOTAL P-C	PAP	PAV	TOTAL Plastique	Collecte Commerçants entreprises	PAV	Total verre		
2005	110,1	172,7	208,2	491,07	16	19	35,10	20,4	214,2	234,6	760,78	61,67
2006	196	143,8	190,4	530,26	29,8	16,6	46,40	20,3	208,7	229	805,67	65,31
2007	310,7	96,14	220,22	627,06	50,70	11,03	61,73	16,24	235,1	251,4	940,15	76,21
2008	332,66	86,63	230,46	649,755	56,26	8,515	64,775	17,12	243,0	260,15	974,68	79,01
2009	322,67	69,187	209,6	601,5	61	10,845	71,85	16,3	245,43	261,76	925,1	68,69
Evolution 2009/2008 en %	- 3,1 %	- 25,2%	- 10%	- 8%	+ 8,4%	+ 27,3%	+ 10,9%	- 5 %	+ 10,2%	+ 5,2%	- 4,26%	- 15%

PAV : Points d'Apport Volontaire / PAP : Porte A Porte

7 – Collecte des ordures ménagères

7.1 – Rythme et organisation

La ville est divisée en 4 secteurs de collecte : 3 collectes en régie + 1 collecte par un prestataire

3 Equipes régie : 1 chauffeur + 1 ripper

4 jours de collecte dans la semaine (lundis, mardis, mercredis et vendredis) + 1 dimanche sur 3 par rotation des équipes (6 H – 9 H)

Ces collectes s'effectuent le matin de 5 H à 13 H 45 et dans une moindre mesure l'après midi pour les points de regroupement excentrés et la collecte des artisans et entreprises.

- Equipe 1 : gros axes péri-urbaine et hors agglomération
- Equipe 2 : moyens axes hors agglomération
- Equipe 3 : petits chemins

1 collecte par un prestataire : centre ville et abords : 6 jours de collecte (du lundi au samedi) :
1 chauffeur + 1 ripper

7.2 – Moyens matériels mis en œuvre

4 modes :

- les ordures ménagères
- les encombrants
- le tri : les cartons, verres et bouteilles plastiques des Bars, Restaurants et petits commerçants.
- les gros cartons des entreprises

Les ordures ménagères

- 6 Véhicules communaux utilisés - Personnel pour tous ces véhicules : 1 chauffeur et 1 agent.

OM :

- ✓ type bennette n° 176 BFH 83 (4 jours sur 7) capacité 5 m³
- ✓ type G 220 n° 562 XV 83 (1 jour par semaine) capacité 14 m³ : sert de quai de transfert pour la bennette
- ✓ type M 210 n° 3100 ZD 83 (5 jours sur 7) capacité 12 m³
- ✓ type DAF n° 604 ASF 83 (pour les tournées de dépannage occasionnelles) capacité 7 m³

Tri petits commerçants :

- ✓ type fourgon Boxer n° 4017 ZM 83 (5 jours sur 7)

Gros cartons commerçants :

- ✓ type G 210 n° 562 XV 83 (5 jours sur 7) capacité 12 m³
- 1 véhicule par le prestataire SITA SUD (à partir du 23/10/2008)
- ✓ type benne OM n° 437 BRM 13 (6 jours sur 7) capacité 19 T et 14 m³ conforme aux normes CE et EN 1501 (sécurité véhicule)

Les encombrants

1 véhicule plateau avec hayon : n° 291 BCM 83

2 agents voire 1 agent en fonction des disponibilités

Organisation : sur rendez vous 3 fois par semaine : les mardis, mercredis et jeudis.

Tournée sur sites pour récupération des dépôts sauvages les lundis et vendredis.

Les cartons verre et le plastique

2 modes de récupération.

- ✓ Camion type fourgon avec 1 agent.
Utilisation quotidienne avec tournée chez les particuliers et sur sites identifiés. Bars – Restaurants- Petits Commerces : 4 jours par semaine.
- ✓ Cartons uniquement : Camion type BOM 1 chauffeur et 1 agent.
Utilisation quotidienne avec tournée de grosses entreprises identifiées: 5 jours par semaine.

La collecte sélective est organisée en fonction de la faisabilité technique soit en Point d'Apport Volontaire, soit en Porte à Porte.

Le porte à porte s'effectue tous les mardis en alternance pour les flux.

- ❖ 1 mardi sur deux : collecte des journaux magazines, emballages briques alimentaires, bac couvercle jaune,
- ❖ 1 mardi sur deux : collecte des bouteilles plastiques et flacons, bac couvercle gris.

7-3- Moyens humains mis en œuvre pour l'ensemble de la commune (charges directes)

Gestion et suivi des collectes

- ✓ Adjoint technique principal 1^{ère} classe 1

• Les ordures ménagères

communal : 8 agents : 3 chauffeurs dont 2 poids lourds et 3 rippers

- ✓ Adjoint technique principal 1^{ère} classe 1
- ✓ Agent de maîtrise 1
- ✓ Adjoint technique 1^{ère} classe 1
- ✓ Adjoint technique 2^{ème} classe 4

• Les encombrants

- ✓ Adjoint technique 2^{ème} classe 1
- ✓ Contractuel à 28H 1

• Les cartons

- ✓ Adjoint technique 2^{ème} classe 2
- ✓ Contractuel à 28H 1

Cet effectif constant pour l'organisation des services nécessite ponctuellement le recours à des agents non titulaires pour renforcement (besoins occasionnels, congés annuels, maladies).

7-4-Moyens humains mis en œuvre par le prestataire

• Les ordures ménagères

- ✓ 3 agents

7-5- Les tonnages collectés sur l'ensemble de la commune

Tableau annuel des tonnages collectés de 2005 à 2009.

	2005	Perf hab/an 12 198 hab	2006	Perf hab/an 12 198 hab	2007	Perf hab/an 12 198 hab	2008	Perf hab/an 12 198 hab	2009	Perf hab/an 16 613 hab
PAV PC	172,73	14,16	143,82	11,79	96,14	7,88	86,64	7,10	69.185	5.08
PAP PC	110,10	9,03	196,02	16,07	310,68	25,47	332,66	27,27	322.67	23.7
Déchet.PC	209,84	17,20	190,42	15,61	220,22	18,05	230,46	18,89	209.6	15.4
Verre	228,92	18,77	229,08	18,78	251,40	20,61	260,12	21,32	261.76	19.2
PAV PL	18,80	1,54	16,59	1,36	11,03	0,90	8,52	0,70	10.845	0.8
PAP PL	21,00	1,72	29,82	2,44	50,70	4,16	56,26	4,61	61	4.5
Total CS	761,40	62,42	805,74	66,05	940,16	77,07	974,65	79,90	935.06	68.69
OM	6 497,12	532,64	6 217,12	509,68	5 775,72	473,50	5 837,74	478,58	5 836.7	428.75
Total	7 258,52	595,06	7 022,86	575,74	6 715,88	550,57	6 812,39	558,48	6771.8	497.44

NB : tonnage arrondi à la dizaine supérieure

Incineration et traitement de la competence de la communauté d'agglomération TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE.

[illegible]

II – RAPPORT FINANCIER

1 – T.E.O.M

Le service est conçu sur le principe de la perception de la T.E.O.M (Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères).

Par délibération n°05/03/3.5b du 30 mars 2005 : suppression de l'exonération de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères pour les locaux situés dans la partie de la commune où ne fonctionne pas le service d'enlèvement des ordures ménagères (prend effet en 2006).

Evolution du produit de la taxe et du taux de cette taxe

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Produit TEOM	1 140 000	1 176 339	1 215 000	1 323 786	1 460 483	1 519 768	1 609 792	1 676 482
Taux de taxe	8,59	8,51	8,53	9	9,45	9,45	9,70	9.70

Le principe de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères est le financement intégral des charges du service (directes et indirectes).

2 – Compte administratif simplifié 2009

	Recettes		Dépenses	
	2008	2009	2008	2009
Investissement (en €)	121 371,65	142 449	121 371,65	142 489
Fonctionnement (en €)	1 629 842,00	1 689 200	1 629 842,00	1 689 200

* : produit de la TEOM perçue en 2009 : 1 676 482 €

0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 10/27-09/2.1

SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2010

L'AN DEUX MILLE DIX ET LE VINGT SEPT SEPTEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	32	1	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Richard TOGNETTI, Annick BUISSON-ETIENNE, Erick JALLIFFIER-VERNE, Jean-Paul LEFEVRE, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Geneviève BARBIER, Nicole BERNARDINI, Gilbert TROTOBAS, Monique MACIA, Philippe ROY, Jeannine BAUDRAND, Michel THUILLIER, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Dominique RIGHI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Béatrice MATTEI, Sandrine FERRIER, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Gérald LERDA, Fabien DURBEC, Mireille PEIRANO, Catherine MARCHAL, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

Christine PAQUET-ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Prémption SAFER : Les Esqueries propriété SCOZZARI et JEANNETTE

Mlle Ginette AUDIGIER, adjointe au Maire informe l'assemble que la Commune a été destinataire d'une DIA adressée par la SAFER dans le cadre de la convention d'intervention foncière nous liant. Cette DIA reçue le 25 février 2010 concerne la cession de terrains libres de toute affectation d'une superficie totale de 46 402 m² (parcelles AB 592) pour un prix de 51 210,40 € incluant l'intervention de la SAFER.

Ces parcelles situées en zone ND et EBC au POS présentent un caractère naturel qu'il convient de préserver. La commune a en outre, dans le cadre de la révision du POS en cours, engagé une réflexion sur les possibilités de reconquête agricole dans ce site à enjeux.

En considérant cet intérêt majeur, Mlle AUDIGIER demande à l'assemblée d'autoriser l'intervention de la SAFER pour l'exercice du droit de préemption au prix de 51 210,40 € s'agissant de conserver la maîtrise d'espaces naturels à enjeux.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la DIA reçue le 25 février 2010,

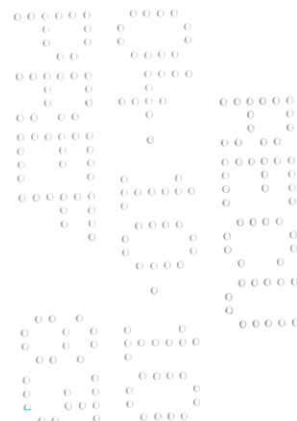
Vu le décret du 13 mars 2003 encadrant les missions de la SAFER,

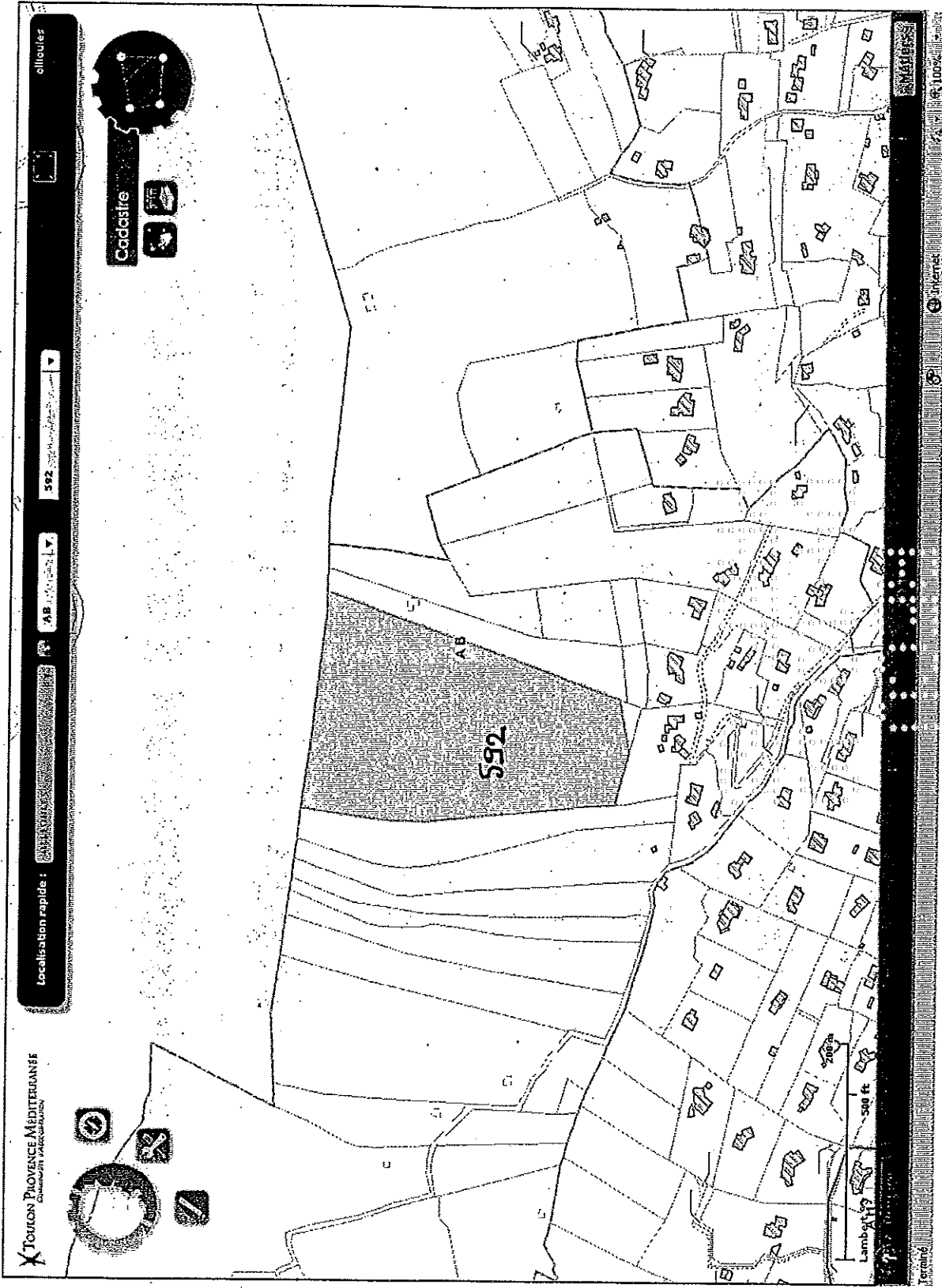
Vu la délibération de la Ville pour une convention d'intervention foncière avec la SAFER

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

- 1 - AUTORISE Mr le Maire à solliciter l'intervention de la SAFER pour une intervention par préemption sur les parcelles AB 592 pour une superficie totale de 46 402 m².
- 2 - DIT que cette préemption s'effectue aux prix de 51 210,40 €.
- 3 - AUTORISE Mr le Maire à signer tout document avec la SAFER en vue de l'acquisition de ces parcelles par acte notarié ou administratif.
- 4 - AUTORISE Mr le Maire à signer toute mise à disposition à un agriculteur dans le cadre de notre partenariat avec la SAFER.
- 5 - DIT que la dépense sera imputée au compte 820/2111.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI





COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 10/27-09/2.2

SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2010

L'AN DEUX MILLE DIX ET LE VINGT SEPT SEPTEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	32	1	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Richard TOGNETTI, Annick BUISSON-ETIENNE, Erick JALLIFFIER-VERNE, Jean-Paul LEFEVRE, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Geneviève BARBIER, Nicole BERNARDINI, Gilbert TROTOBAS, Monique MACIA, Philippe ROY, Jeannine BAUDRAND, Michel THUILLIER, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Dominique RIGHI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Béatrice MATTEI, Sandrine FERRIER, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Gérald LERDA, Fabien DURBEC, Mireille PEIRANO, Catherine MARCHAL, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

Christine PAQUET-ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Prémption SAFER : chemin de la Rouquette propriété VIALE

Mlle Ginette AUDIGIER, adjointe au Maire informe l'assemble que la Commune a été destinataire d'une DIA adressée par la SAFER dans le cadre de la convention d'intervention foncière nous liant. Cette DIA reçue le 03 mars 2010 concerne la cession de terrains libres de toute affectation d'une superficie totale de 2 892 m² (parcelles AI 548, 550, 553) pour un prix de 50 088 € incluant l'intervention de la SAFER.

Ces parcelles situées en zone Nbc et pour partie en EBC au POS jouxtent les acquisitions récentes de la commune, et confortent cette réserve foncière en cours de constitution.

En considérant cet intérêt majeur, Mlle AUDIGIER demande à l'assemble d'autoriser l'intervention de la SAFER pour l'exercice du droit de prémption au prix de 50 088 € s'agissant de conserver la maîtrise d'espaces naturels à enjeux.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la DIA reçue le 03 mars 2010,

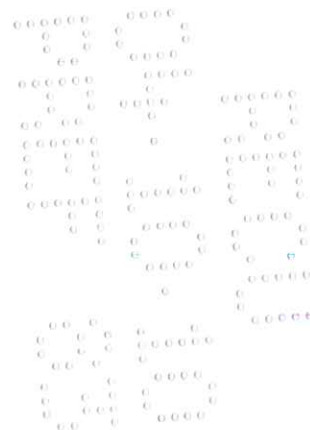
Vu le décret du 13 mars 2003 encadrant les missions de la SAFER,

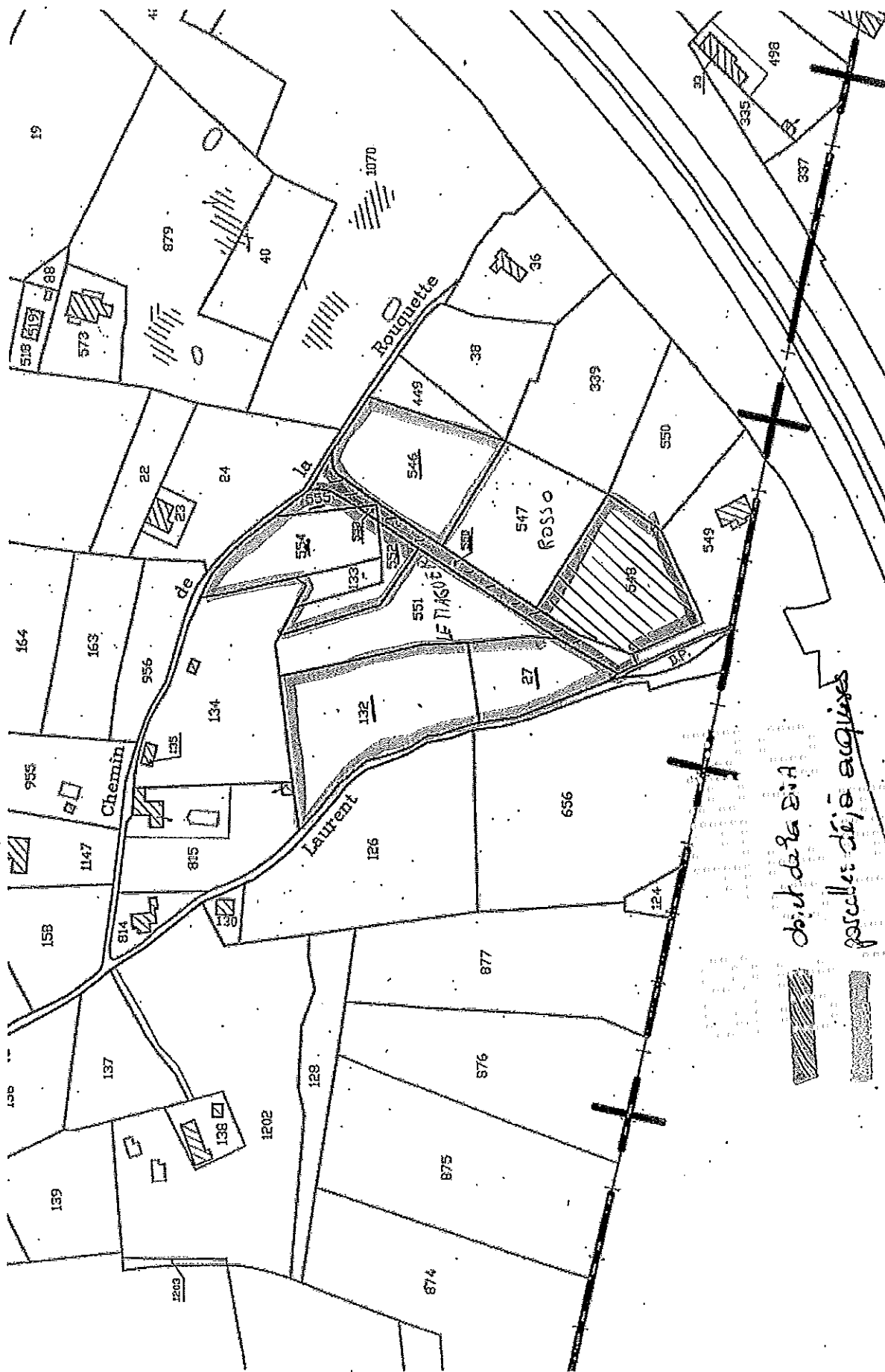
Vu la délibération de la Ville pour une convention d'intervention foncière avec la SAFER

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

- 1 - AUTORISE Mr le Maire à solliciter l'intervention de la SAFER pour une intervention par préemption sur les parcelles AI 548, 550, 553 pour une superficie totale de 2892 m².
- 2 - DIT que cette préemption s'effectue aux prix de 50 088 €.
- 3 - AUTORISE Mr le Maire à signer tout document avec la SAFER en vue de l'acquisition de ces parcelles par acte notarié ou administratif.
- 4 - AUTORISE Mr le Maire à signer toute mise à disposition à un agriculteur dans le cadre de notre partenariat avec la SAFER.
- 5 - DIT que la dépense sera imputée au compte 820/2111.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI





détail de la D.A.
parcelles déjà acquises

Commune

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 10/27-09/2.3

SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2010

L'AN DEUX MILLE DIX ET LE VINGT SEPT SEPTEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	32	1	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Richard TOGNETTI, Annick BUISSON-ETIENNE, Erick JALLIFFIER-VERNE, Jean-Paul LEFEVRE, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Geneviève BARBIER, Nicole BERNARDINI, Gilbert TROTOBAS, Monique MACIA, Philippe ROY, Jeannine BAUDRAND, Michel THUILLIER, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Dominique RIGHI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Béatrice MATTEI, Sandrine FERRIER, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Gérald LERDA, Fabien DURBEC, Mireille PEIRANO, Catherine MARCHAL, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

Christine PAQUET-ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Révision du Plan d'Occupation des Sols : prise en considération des préoccupations soulevées en matière de desserte, découpage foncier et d'urbanisation en centre ville

Ginette AUDIGIER, Adjointe Déléguée à l'Urbanisme, rappelle à l'assemblée que la révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) en vue de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) a été prescrite par délibération du 28 septembre 2009.

La phase de diagnostic achevée début 2010 a dégagé un certain nombre d'enjeux auxquels devra répondre le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.), et sur lesquels le conseil municipal aura l'occasion de débattre prochainement.

D'ores et déjà l'insuffisance de la desserte routière de certains secteurs a été mise en exergue notamment du point de vue de la sécurité et de la défense incendie, ce qui impose une analyse détaillée des aménagements et surlargeurs nécessaires.

De même, il est apparu que la qualité paysagère de nombreux quartiers résidentiels relevait d'un équilibre fragile et exigeait une maîtrise des morcellements fonciers pour ne pas dénaturer les sites collinaires.

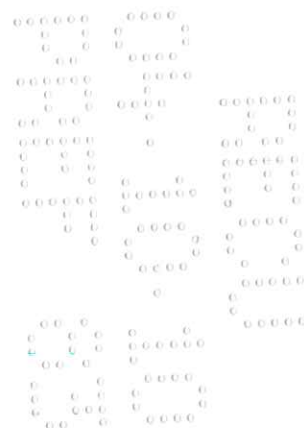
Enfin, la saturation de l'offre de stationnements au centre ville et les enjeux paysagers que soulève l'urbanisation de certaines « dents creuses » plaident pour que les densités, épanelages et règles de stationnements soient étudiés avec soin.

Les outils dont se dotera la commune dans son futur P.L.U. seront entre autres plus à même de répondre à ces préoccupations que ne l'est le P.O.S. en vigueur. Dans l'attente certains projets, bien que conformes aux dispositions actuelles peuvent compromettre la réalisation du futur P.L.U.

L'ASSEMBLEE,
OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

- 1 - PREND en considération les préoccupations sus-décrites en matière de desserte routière, de morcellement foncier et d'urbanisation au centre ville,
- 2 - RAPPELLE qu'en application des articles L 123-6 d) et L 111-8 du code de l'urbanisme, un sursis à statuer peut être opposé à toute demande d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou rendre plus onéreuse l'exécution du futur P.L.U, notamment sur les problématiques en question.
- 3 - PRECISE que la délibération sera publiée dans 2 journaux d'annonces légales.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 10/27-09/2.4

SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2010

L'AN DEUX MILLE DIX ET LE VINGT SEPT SEPTEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	32	1	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Richard TOGNETTI, Annick BUISSON-ETIENNE, Erick JALLIFFIER-VERNE, Jean-Paul LEFEVRE, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Geneviève BARBIER, Nicole BERNARDINI, Gilbert TROTOBAS, Monique MACIA, Philippe ROY, Jeannine BAUDRAND, Michel THUILLIER, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Dominique RIGHI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Béatrice MATTEI, Sandrine FERRIER, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Gérald LERDA, Fabien DURBEC, Mireille PEIRANO, Catherine MARCHAL, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

Christine PAQUET-ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : Aménagement du chemin de la Cacoye : institution de la participation pour voirie et réseaux (PVR) spécifique

Ginette AUDIGIER, Adjointe Déléguée à l'Urbanisme, informe l'assemblée que les caractéristiques actuelles du chemin de la Cacoye ne permettent pas à ce secteur d'accueillir de nouvelles constructions dans des conditions de dessertes suffisantes. La commune a donc étudié un aménagement de cette voie permettant de rénover, renforcer ou prolonger les réseaux existants et de créer des aires de croisement sur les emprises cédées à l'occasion des permis de construire antérieurs.

La Commune entend demander aux futures constructions desservies par cette voie réaménagée une participation au coût des travaux dans le cadre d'une PVR, dont le principe a été institué sur le territoire communal le 28 juillet 2008,

Le coût total des travaux, déduction faite des subventions à recevoir, sera ventilé entre les terrains effectivement desservis, d'une part, et situé dans une bande de 80 mètres de part et d'autre de la voie, d'autre part.

Ginette AUDIGIER indique à l'assemblée qu'environ la moitié des 5,54 hectares pris en compte pour la ventilation sont, à ce jour, considérés bâtis conformément aux dispositions de la circulaire n°2004-8 du 05 février 2004.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 332-6-1-2°) d), L 332-11-1 et L 332-11-2,

Vu la délibération du conseil municipal du 28 juillet 2008 instituant la PVR sur le territoire communal,

Vu l'avis de la commission des finances réunie le 23 septembre 2010,

Considérant que l'implantation de constructions nouvelles sur le chemin de la Cacoye ne saurait être envisagée sans un réaménagement de cette voie,

Considérant que la proportion de surfaces bâties partiellement desservies par les équipements existants, justifie que seule une fraction du coût des travaux soit ventilée entre les propriétés concernées,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. ENGAGE la réalisation des travaux de voirie et de réseaux dont le coût total net estimé s'élève à 809 145,25 €. Ce coût correspond aux dépenses suivantes :

Travaux d'aménagement et de requalification du chemin de la Cacoye (estimation du 21.09.2010)	Coût des travaux HT
Eau potable	135 799,29 €
Assainissement	115 115,40 €
Réseaux secs	103 625,82 €
Aires de croisement et élargissement de voies	94 291,25 €
Traitement des surfaces	136 310,49 €
Sous total 1 : MO VILLE	585 142,25 € (A)
Etudes	4 626,00 € (B)
- Effacement des réseaux	102 696,00 €
- Eclairage public	73 278,00 €
- Réseaux téléphoniques	105 387,00 €
Sous total 2 : MO SYMIELEC	281 361,00 € (C)
COUT TOTAL HT (A+B+C)	871 129,25 € (D)
- Subventions SYMIELEC sur effacement réseaux	40 000,00 €
- Subventions CG 83 sur éclairage public	21 984,00 €
TOTAL SUBVENTIONS A RECEVOIR	61 984,00 € (E)
COUT TOTAL NET (D-E)	809 145,25 €
Part à la charge des propriétaires	
Ratio	0,55
Valeur	445 029,89
Surface d'assiette des terrains desservis	55 452 m²
PVR au m² de terrain	8,02 €
dont part ville	6,88 €
part agglomération	1,14 €

2. DECIDE que 55 % du coût total net de la voie et des réseaux sera mis à la charge des propriétaires fonciers.
3. INDIQUE que les propriétés concernées sont situées à 80 mètres de part et d'autre de la voie, suivant le plan joint.
4. FIXE le montant de la participation due par mètre carré de terrain desservi à 8,02 € dont 6,88 € au titre des travaux réalisés par la ville et 1,14 € au titre des travaux réalisés sur l'assainissement pour TPM.

- LE MAIRE
Robert BENEVENTI



A 10x10 grid of 100 small squares. Each square contains a unique arrangement of black dots. The patterns of dots vary significantly from square to square, representing a large dataset of binary configurations. Some squares have many dots, while others have very few or none.

Département du VAR
Commune d' OLLIOULES

Lieu-dit: La Cacoye
Section AN - AP

Participation pour voirie et réseaux

Voie Communale n°13 dite de La Cacoye

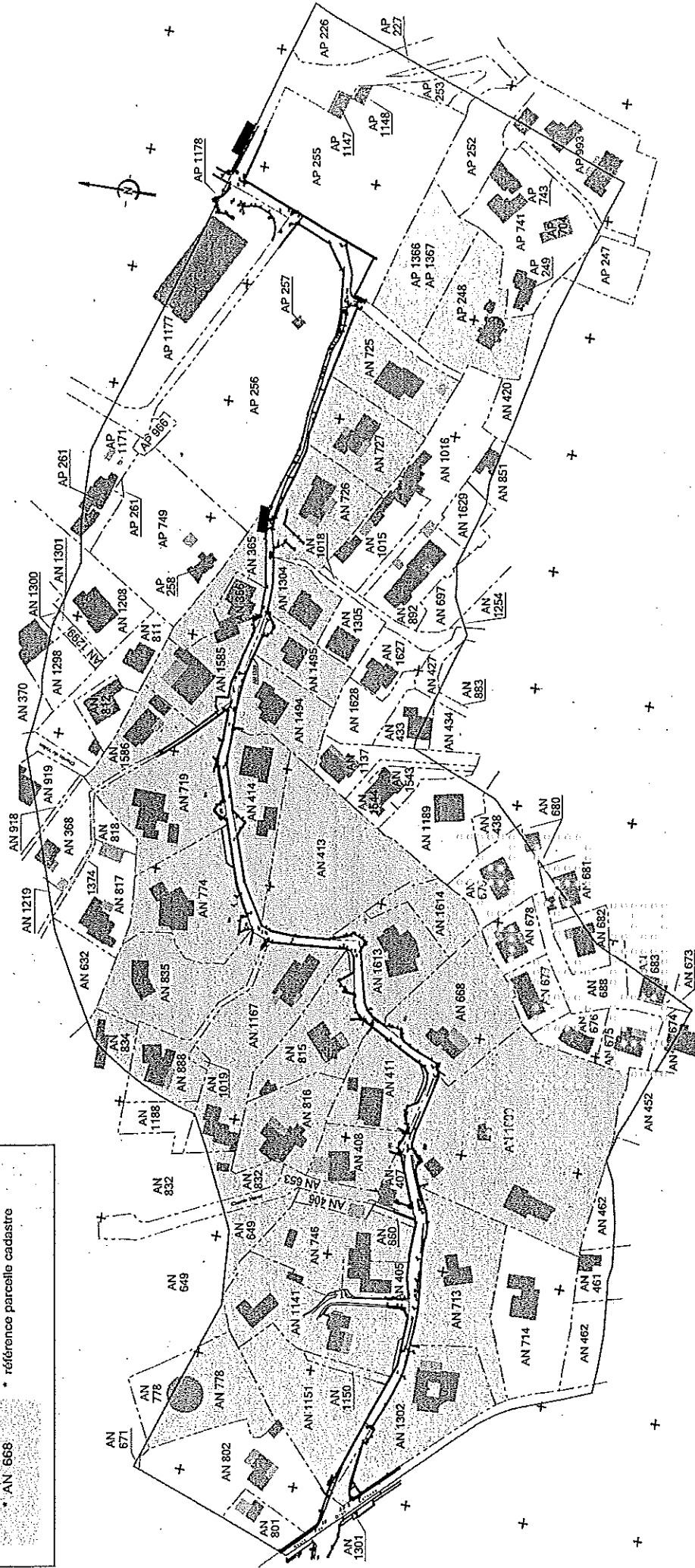
P.V.R.

Emprise de la bande des 80 mètres

Parcelles considérées desservies

* AN 668 * référence parcelle cadastre

Légende



Cabinet SURPLY & SCHNEIDER, Géomètres Experts D.P.L.G.
Villa "Sainte Marie" 1539 Avenue de la Mer 83140 SIX-FOURS LES PLAGES
Tél.: 04 94 94 81 82 ; Fax : 04 94 07 64 14 ; <http://www.geometre-surply-schneider.fr>
E-mail : jm.surply@dataflow.fr ; thierry.schneider@dataflow.fr



Dressé le : 16 Juin 2010
Mis à jour le : 03 Août 2010
Mis à jour le : 20 Septembre 2010

Système de coordonnées indépendant

JM7320-C-010.dwg (v2000)

D 7320

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 10/27-09/2.5

SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2010

L'AN DEUX MILLE DIX ET LE VINGT SEPT SEPTEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	32	1	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Richard TOGNETTI, Annick BUISSON-ETIENNE, Erick JALLIFFIER-VERNE, Jean-Paul LEFEVRE, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Geneviève BARBIER, Nicole BERNARDINI, Gilbert TROTOBAS, Monique MACIA, Philippe ROY, Jeannine BAUDRAND, Michel THUILLIER, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Dominique RIGHI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Béatrice MATTEI, Sandrine FERRIER, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Gérald LERDA, Fabien DURBEC, Mireille PEIRANO, Catherine MARCHAL, Régis BRUN.

REPRESENTE(S) :

Christine PAQUET-ROQUEBERT.

ABSENT(S) :

<u>VOTE :</u>			
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>	
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) :</u>		

OBJET : ZAE de Piédardant : avis du conseil municipal sur le dossier de mise en compatibilité du POS

Mlle Ginette AUDIGIER, adjointe au Maire rappelle à l'assemblée que dans le cadre de l'aménagement des voies et réseaux de la ZAE de Piédardant qui relève de sa compétence, la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée a saisi M. le Préfet pour que soit engagée une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (D.U.P.) emportant mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) de la commune.

A l'issue de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées (P.P.A.) du 15 mars 2010, où M. le maire représentait la commune, le projet a été soumis à enquête publique du 31 mai au 02 juillet 2010. M. Christian Duffau commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur l'utilité publique du projet et sur la mise en compatibilité du POS.

Les modifications apportées au POS portent sur le plan de zonage 2C et sur la liste des emplacements réservés, pour intégrer les points suivants :

- Création d'un emplacement réservé n°64bis sur le chemin Lou Foëvi, pour une liaison entre l'emplacement réservé n° 64 et le futur giratoire sur la RD 206,
- Suppression de l'emplacement réservé n°63, contre-allée désormais inutile sur la RD 206,
- Modification du tracé des emplacements réservés n°66 et 66bis sur le chemin des deux frères, et création d'une aire de retournement,

- Suppression d'un espace Boisé Classé (E.B.C.) d'environ 200 m² au carrefour chemin des deux frères / RD 206,
- Suppression de la liaison entre l'emplacement réservé n°68, chemin de la Mistralade, et l'emplacement réservé n° 67, chemin de la Bouillonne.

En application de l'article R 123-23 du code de l'urbanisme, M. le Préfet a adressé en mairie le 03 août 2010 pour avis du conseil municipal le dossier de mise en compatibilité du POS, le PV de la réunion des PPA, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur correspondants.

Ces documents sont joints à la présente accompagnés d'un extrait du plan de zonage 2C avant et après mise en compatibilité.

L'ASSEMBLEE,

Vu les observations formulées à l'enquête et l'avis favorable de M. le commissaire enquêteur,

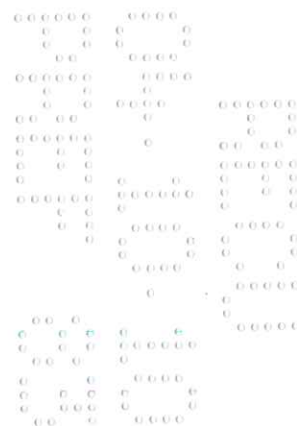
Considérant l'aménagement de la ZAE de Piédardan tel qu'envisagé est d'intérêt général et conforme aux orientations de la commune,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1 - EMET un avis favorable sur le dossier de mise en compatibilité du POS transmis par M. le M Préfet.

2 - DEMANDE que le plan de zonage 2c soit mis en forme pour ne faire apparaître que les modifications sus-citées, en reportant les limites inchangées des zonages.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



[illegible]